



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Est
Division Achats Publics
Section d'achats n° 3**

Date limite de réception des plis

CCP du DAF 2025_000046

01/10/2025

PLATE-FORME COMMISSARIAT EST

Division Achats Publics
Section d'achat N° 3
10, rue d'Asfeld CS 82004
57044 METZ CEDEX 1

Téléphone : 03.57.80.07.34

Courriel: pfc-est.resp-pil-prog@intradef.gouv.fr

**Déneigement du Fort de Servance et de ses voies d'accès et
entretien courant du véhicule de déneigement mis à disposition
par le ministère des armées au profit du Groupement Soutien
Commissariat (GSC) d'Épinal - Luxeuil**

Table des matières

DESIGNATION DES PARTIES	4
ARTICLE 1 – IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CANDIDAT	4
1.01 - Désignation du candidat	4
1.02 – Engagement du candidat.....	4
1.03 – Compte à créditer	5
ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	5
2.01 – Désignation de l'acheteur	5
2.02 – Attributions	6
ARTICLE 3 – IDENTIFICATION DU PAYEUR	6
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	7
ARTICLE 4 – OBJET / DUREE DU MARCHE / MONTANT	7
4.01 - Objet du marché	7
4.02 - Durée du marché	7
4.03 - Montant	7
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 7 - ÉMISSION ET EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE	8
7.01 - Modalités de commande.....	8
7.02 – Emission des bons de commande.....	8
7.03 - Lieu d'exécution des prestations.....	9
7.04 - Nombre de personnels.....	9
7.05 - Horaires.....	9
7.06 - Permanence et continuité des prestations.....	9
7.07 - Vêtement de travail	10
7.08 - Statut du personnel	10
7.09 - Comportement du personnel	10
ARTICLE 8 - VERIFICATION DES PRESTATIONS DUES PAR LE TITULAIRE	10
8.01 - Opération de vérification.....	10
8.02 - Décision après vérification	11
ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DES PARTIES	12
9.01 - Obligations du titulaire	12
9.02 - Obligations de la personne publique	13
ARTICLE 10 – CLAUSES DE REEXAMEN	13
ARTICLE 11 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	13
ARTICLE 12 - MESURES DE SECURITE	13
ARTICLE 13 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	13
13.01 - Contenu des prix	13
ARTICLE 14 – PAIEMENT	15
14.01 - Établissement de la facture	15

14.02 – Modalités financières	16
ARTICLE 15 – AVANCE ET ACOMPTE	16
ARTICLE 16 – PENALITE – LITIGE – REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE	17
16.01 - Pénalité pour retard	18
16.02 – Pénalité pour non-respect des mesures de sécurité	19
16.03 – Plafonnement et seuil d'exonération des pénalités	19
16.04 - Dispositif en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé....	19
16.05 - Règlement des litiges	19
16.06 - Redressement judiciaire-liquidation judiciaire	19
16.07 - Autres obligations administratives	20
ARTICLE 17 – RESILIATION DU MARCHE	21
ARTICLE 18 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	21
ARTICLE 19 - PROCEDURES DE RECOURS	21
19.01 - Litiges et contentieux	21
19.02 - Instance compétente	22
19.03 - Introduction des recours	22
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23
DISPOSITIONS TECHNIQUES	24
ARTICLE 21 - MOYENS MIS A DISPOSITION	24
ARTICLE 22 - PRESTATIONS A REALISER	24
22.01 - Prise en main du véhicule de déneigement	24
22.02 - Préparation du véhicule de déneigement	24
22.03 - Opérations de déneigement	24
22.04 - Entretien courant	24
22.05 - Maintenance du véhicule de déneigement	24
22.06 - Remisage du véhicule de déneigement	25
ARTICLE 23 – Protection de l'environnement	25
23.01 – Gestion des déchets	25
23.02 – Prestations relatives au déneigement	25
ARTICLE 24 - REMISE DU VEHICULE DE DENEIGEMENT EN FIN DE MARCHE	25
ARTICLE 25 – ANNEXES	25
ACCEPTATION DES PARTIES	26
ARTICLE 26 – SIGNATURE DU CANDIDAT	26
ARTICLE 27 – SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	26
ARTICLE 28 – NOTIFICATION	26

DESIGNATION DES PARTIES

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CANDIDAT

1.01 - Désignation du candidat

Cachet de la société

1.02 – Engagement du candidat

Après avoir pris connaissance du marché figurant ci-dessous et conformément à ses clauses et stipulations,

☐ Le signataire :

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

.....
.....
.....
.....

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

.....
.....
.....
.....

☐ l'ensemble des membres du groupement:

☐ s'engage, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de regroupement conjoint, indiquer la répartition des prestations, leur montant respectif, entre chaque membre du groupement. Identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

.....
.....
.....

☐ le candidat ainsi désigné :

☐ s'engage à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le bordereau de prix joint (annexe à l'AE-CCP).

☐ reconnaît que l'adresse électronique suivante :

.....
est valable pour tous les actes de la consultation et d'exécution du marché et qu'il lui appartient de faire connaître au pouvoir adjudicateur tout changement de cette adresse.

Le présent engagement lie le candidat pour le délai de validité de son offre indiqué dans la lettre de consultation.

1.03 – Compte à créditer

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal)

☐ Nom de l'établissement bancaire :

A compléter

☐ Numéro de compte :

A compléter

ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

2.01 – Désignation de l'acheteur

**MINISTERE DES ARMÉES
Plate-Forme commissariat Est
10, rue d'Asfeld
CS 82004 - 57044 METZ CEDEX 1**

☐ Nom, prénom, qualité du signataire du marché public et personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2391-28 et suivants du Code de la Commande Publique (nantissements ou cessions de créances) :

Le commissaire général de 2ème classe Christophe AKNOUCHE, directeur de la Plate-Forme Commissariat Est

(Arrêté du 22/06/2007, modifié, portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics et des accords-cadres au MINDEF)

2.02 – Attributions

La Plate-Forme Commissariat Est (PFC EST) agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la procédure ;
- notification du marché ;
- résiliation du marché ;
- modification du marché ;
- suivi administratif du marché ;
- contentieux amiable.

Son directeur est désigné Pouvoir Adjudicateur (PA).

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG / FCS, le Pouvoir Adjudicateur (PA) désigne fonctionnellement les personnes qu'il habilite à le représenter auprès du titulaire dans certains domaines d'exécution du marché.

ARTICLE 3 – IDENTIFICATION DU PAYEUR

- Désignation, adresse, du comptable assignataire :

Directeur Départemental des Finances Publiques
de la Moselle
1, rue François de Curel - BP 41054
57036 METZ CEDEX 1

- Désignation, adresse, de l'ordonnateur secondaire :

Plate-Forme Commissariat Est
10, rue d'Asfeld
CS 82004 - 57044 METZ CEDEX 1

- Ordonnateur secondaire : PFC-E
- Code du service exécutant à dix caractères : D0410U4057
- Code nomenclature CPV : 90620000-9
- Code Chorus : 37.04.01

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 4 – OBJET / DUREE DU MARCHÉ / MONTANT

Ce marché est passé selon la procédure adaptée avec mise en concurrence en application de l'article R2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique. Il entre dans la catégorie des marchés de services. Il est passé sous la forme de marché à bons de commande, sans minimum et avec un montant maximum annuel de 30 000 € hors taxes, et soumis à l'article R.2362-8 du code de la commande publique.

4.01 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet le déneigement de la voie militaire d'accès au Fort de Servance, le déneigement d'une fraction de l'emprise, ainsi que l'entretien courant du véhicule de déneigement mis à disposition par le MINARM au profit du Groupement de Soutien Commissariat (GSC) de Luxeuil-les-Bains. Pour effectuer ces prestations, le titulaire devra également procéder au déneigement de la route départementale située en contrebas de la voie militaire. Cette situation donnera lieu, le cas échéant, à une formalisation avec les départements concernés et le pouvoir adjudicateur.

Le présent marché fait l'objet d'un lot unique.

4.02 - Durée du marché

Le présent marché prendra effet au lendemain de sa date de notification, jusqu'au 30 novembre 2026.

Le Pouvoir Adjudicateur (PA) pourra décider de reconduire unilatéralement le marché pour les périodes suivantes :

- Reconduction 1 : du 1^{er} décembre 2026 au 30 novembre 2027 ;
- Reconduction 2 : du 1^{er} décembre 2027 au 30 novembre 2028 ;
- Reconduction 3 : du 1^{er} décembre 2028 au 30 novembre 2029 ;

La reconduction se fait sur décision expresse du Pouvoir Adjudicateur (PA) au plus tard un mois avant la date d'échéance du marché.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continueront à s'exécuter jusqu'à leur terme.

4.03 - Montant

Le montant annuel maximum est fixé à 30 000,00 € HT pour la partie à bon de commande.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, dans l'ordre de priorité suivant :

1. le présent cahier des clauses valant acte d'engagement, et ses annexes : bordereau de prix, cadre réponses et attestation de sécurité, datés et signés par la personne habilitée à engager l'opérateur économique, par signature électronique de préférence ;

2. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

En aucun cas les conditions générales de vente du titulaire ne pourront être opposées à l'administration.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

La prestation de déneigement sera assurée par le seul titulaire du marché. Le titulaire pourra sous-traiter uniquement les prestations d'entretien courant du véhicule de déneigement mis à disposition.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt et un (21) jours calendaires à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise du certificat de cessibilité destiné au nantissement, il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

ARTICLE 7 - ÉMISSION ET EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE

7.01 - Modalités de commande

Le Pouvoir Adjudicateur habilite le chef du Groupement de Soutien Commissariat (GSC), ou son représentant, pour signer et notifier les bons de commande.

Les demandes d'intervention sont faites téléphoniquement et confirmées ensuite au titulaire par écrit (télécopie ou courriel).

7.02 – Emission des bons de commande

Les prestations seront exécutées, à compter de l'appel du bénéficiaire au responsable désigné par le titulaire dans l'annexe 2 à l'AE-CCP.

Un bon de commande de régularisation sera adressé par le chef du GSC ou son représentant ultérieurement et systématiquement au titulaire par tout moyen permettant d'en accuser réception.

Le point de départ du délai d'exécution de la prestation est l'heure d'appel téléphonique de demande d'intervention précisée à la fois sur le mail ou fax de confirmation adressé au titulaire et obligatoirement sur le bon de commande.

Chaque bon de commande de régularisation précise notamment :

Rappel des références du marché :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché.

Identification du fournisseur :

- Le nom et l'adresse du fournisseur ;
- Le numéro de SIRET du fournisseur.

Identification du bon de commande :

- Le n° EJ du bon de commande émis.

Détail de la prestation et du prix :

- Le détail des prestations à exécuter, conformément à l'annexe 1 à l'AE-CCP « bordereau de prix » ;
- Les prix hors taxes (HT), montant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et total toutes taxes comprises (TTC) de la commande ;
- L'heure du début de l'intervention demandée.

7.03 - Lieu d'exécution des prestations

La prestation de déneigement est exécutable sur le site du Fort de Servance. Ce dernier est situé sur les départements de la Haute-Saône (70) et des Vosges (88), il culmine à 1 214 m d'altitude, il est également appelé « point haut ». Le site est classé **NATURA 2000** et, à ce titre, aucun produit d'épandage ne peut être utilisé.

Le véhicule de déneigement pour réaliser cette prestation, est stationné dans l'enceinte militaire du Thillot (88), dit « point bas ».

La liste des zones concernées par les prestations et l'ordre de priorité sont définis dans l'annexe 4 à l'AE-CCP.

7.04 - Nombre de personnels

S'agissant d'un marché avec obligation de résultat, l'ensemble des prestations doit être effectué par un nombre suffisant d'agents permettant de réaliser les tâches prévues.

7.05 - Horaires

Les prestations interviendront sur demande du bénéficiaire en fonction des conditions météorologiques hivernales. La période hivernale est définie du 1^{er} novembre au 31 mars.

Les prestations pourront être commandées sept (7) jours sur sept (7), vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre (24), sur appel téléphonique ; le titulaire devra fournir le numéro de téléphone de l'interlocuteur désigné pour le déclenchement de la prestation.

Les prestations sont dites « programmées » si l'exécution est demandée pour le lendemain. Les prestations programmées devront commencer à 6h00 à partir du point bas.

Les prestations sont dites « urgentes » si des chutes importantes de neige ont eu lieu de jour comme de nuit. Les prestations urgentes devront commencer dans les deux (2) heures maximum suivant l'appel.

7.06 - Permanence et continuité des prestations

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de ses personnels, le titulaire du marché reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues. Les moyens d'organisation du service de substitution doivent être dans ce cas soumis préalablement à l'agrément écrit du pouvoir adjudicateur.

7.07 - Vêtement de travail

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution d'une tenue réglementaire appropriée aux tâches à accomplir, en particulier en matière d'hygiène et de sécurité du travail. La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces tenues restent à la charge du titulaire.

7.08 - Statut du personnel

Le titulaire s'engage à faire réaliser les prestations dans le respect de la législation du travail en vigueur qui lui est applicable.

7.09 - Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à-vis des tiers et respecter les clauses du règlement intérieur de l'emprise.

Il devra en particulier faire preuve de la plus grande correction.

Tout manquement relatif au comportement devra entraîner le remplacement immédiat du personnel concerné, sur demande du bénéficiaire.

7.10 - Conditions d'accès au site

Dès notification du marché, le titulaire se rapprochera de la section achats et contrôle des prestations du GSC, afin qu'il soit procédé au contrôle élémentaire du personnel qui devra pénétrer dans l'enceinte militaire du Thillot et à l'intérieur du Fort de Servance.

Un contrôle sans objection/sans réserve/sans restriction sera considéré comme favorable. Les modalités d'accès à l'emprise par le personnel concerné seront déterminées avec le bureau marché du GSC.

En cas de défaillance de son personnel, le titulaire est tenu de fournir un personnel de remplacement compétent (de compétence au minimum équivalente au personnel défaillant) pour lequel il devra obtenir l'accord de l'autorité militaire.

Le titulaire fournira les coordonnées des personnels formant les équipages en indiquant principalement :

- le(s) nom(s) du(des) chauffeur(s),
- le(s) nom(s) du(des) accompagnateur(s),
- le n° de téléphone fixe sur lequel il(s) sera(seront) joint(s),
- le n° de téléphone portable sur lequel il(s) pourra(pourront) être joint(s).

ARTICLE 8 - VERIFICATION DES PRESTATIONS DUES PAR LE TITULAIRE

8.01 - Opération de vérification

L'autorité chargée du suivi de la bonne exécution du marché est le chef du GSC ou son représentant.

Le titulaire a l'obligation de formaliser chaque intervention par l'envoi d'un courrier par tout moyen permettant d'en accuser date certaine dans les douze (12) heures suivant sa prestation et précisant :

- nom, prénom du chauffeur ;
- nom, prénom de l'accompagnateur ;

- heure d'appel ;
- heure de départ point bas ;
- heure de retour point bas ;
- état général du circuit après intervention.

De plus, après chaque intervention, le titulaire devra remplir de façon détaillée la fiche d'évaluation de fin d'intervention, annexe 6 au présent AE-CCP en précisant le type d'opérations auxquelles il a procédé. La fiche d'évaluation de fin d'intervention devra être remise au GSC après chaque intervention et fera office d'attestation de service fait.

8.02 - Décision après vérification

Toute défaillance ou retard dans l'exécution des prestations est immédiatement signalé à l'interlocuteur local du titulaire.

En cas de non-exécution ou d'imperfections, celles-ci seront signalées par tout moyen permettant d'en accuser date certaine au titulaire.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS :

- en l'absence de saisine du titulaire par tout moyen permettant d'en accuser date certaine, pour lui signaler des cas de non-exécution ou des imperfections, les prestations seront considérées comme admises dans les trois (3) jours ouvrés suivant la réception par l'administration de la fiche d'évaluation précitée.;
- dans le cas contraire, l'admission, l'ajournement ou le rejet des prestations interviendra par décision expresse du GSC, dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de la fiche d'évaluation.

En cas de manquement important, le responsable de la société sera immédiatement convoqué par tout moyen permettant d'en accuser date certaine.

CAS PARTICULIER DES REFACTIONS

Lorsque le chef du GSC estime que les prestations effectuées ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, il peut appliquer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le chef du GSC ou son représentant apprécie le montant des refactions à appliquer en fonction de la gravité des manquements constatés.

Le montant des refactions est fixé en accord avec le titulaire au moyen de la fiche de fin d'intervention établie à l'issue des prestations objet du bon de commande. En l'absence d'élément permettant d'apprécier cette importance, le taux de refactions de 2 % du montant HT du bon de commande incriminé sera appliqué. Cette fiche doit être signée des deux parties en cas d'application d'une réfaction. Elle est jointe à la facture adressée par le titulaire.

Le montant de cette facture doit correspondre au montant du bon de commande auquel sera soustrait le montant des refactions convenues.

La décision de réfaction est indépendante des pénalités prévues à l'article 16 du présent AE-CCP.

NB : cet article déroge à l'article 30.3 du CCAG / FCS.

8.03 - Pilotage du marché

La mesure de l'atteinte des objectifs (obligation de résultat) et le contrôle de la qualité de l'exécution des prestations seront transcrits dans un compte rendu saisonnier (CRS) (modèle joint en annexe 5 au CCP), signé contradictoirement par le chef du GSC ou son représentant et par le représentant de la société titulaire. Sur demande de l'administration, l'établissement de ce document sera fait sur site. Il sera ensuite adressé au bureau management de l'achat de la PFC-E (pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr).

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DES PARTIES

9.01 - Obligations du titulaire

9.01.01 Au titre de sa responsabilité civile

Le titulaire est civilement responsable de tout préjudice occasionné au bénéficiaire lors de l'exécution de ses prestations.

A cet effet, il contracte une assurance couvrant les risques découlant du véhicule de déneigement et de son outil : accidents, incendie, explosions, vols, détériorations diverses, préjudices corporels, etc. Une copie de l'attestation d'assurance sera remise au bénéficiaire avant tout début d'exécution du marché ainsi qu'à chaque renouvellement de la police d'assurance.

Le titulaire est soumis aux lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en application des dispositions de l'article 6 du CCAG/FCS.

9.01.02 Au titre de ses prestations

Le titulaire s'engage à assurer, pendant toute la durée du marché, l'exécution des prestations définies au présent document.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est le seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel.

9.01.03 Au titre de la mise à disposition du matériel du Ministère des Armées

Dès la prise en compte de ce matériel par le prestataire, il s'engage à prendre directement en charge la réparation des dommages matériels, corporels et immatériels causé par le matériel ainsi mis à disposition et à garantir le Ministère des Armées des condamnations prononcées contre lui dans l'hypothèse où sa responsabilité serait recherchée. Il renonce également à toute action contre le Ministère des Armées pour les dommages susceptibles d'être causés à lui-même, à ses préposés et à son matériel par le matériel du Ministère des Armées. Il remboursera à l'Etat, quelles qu'en soient les causes, les dépenses de toute nature résultant des dommages subis par le matériel ou le personnel du Ministère des Armées (notamment si le personnel de l'entreprise doit être accompagné pour l'exécution de ses prestations et que la présence d'un personnel de la défense dans la cabine du véhicule est nécessaire).

En cas de dommages, incluant ceux causés sur la route départementale, le groupement de soutien sera le seul interlocuteur du titulaire. Il saisira directement les services du Ministère des Armées compétents.

Il prendra à son compte les frais liés à toute action en justice intentée contre l'Etat pour des faits dommageables imputables au matériel ainsi mis à disposition.

Le prestataire veillera à ce que son assurance le couvre sur ces différents points.

9.02 - Obligations de la personne publique

Le GSC paie le prix de la prestation dans les conditions définies à l'article 13 ci-après.
Les dépenses de consommation en carburant pour le fonctionnement du véhicule de déneigement sont à la charge du bénéficiaire.

La responsabilité du Ministère des Armées ne sera pas engagée lors des prestations de déneigement sur la route départementale, notamment en cas de dommages liés à un mauvais entretien du domaine public.

ARTICLE 10 – CLAUSES DE REEXAMEN

Le présent marché pourra être modifié dans les conditions prévues par les articles L 2394-1 et suivants et R 2394-1 du Code de la Commande Publique soit par décision unilatérale, soit par avenant. Cette modification fera partie intégrante du marché.

ARTICLE 11 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental définies à l'article 24 du présent CCP.

ARTICLE 12 - MESURES DE SECURITE

Le titulaire du marché devra soumettre à l'agrément du bénéficiaire les personnels chargés d'exécuter ce marché. Ceux-ci devront faire l'objet d'une procédure de contrôle élémentaire.

En conséquence, le titulaire du marché s'engage à :

- fournir les renseignements d'identité de ses personnels qui lui seront demandés afin de réaliser l'enquête de sécurité ;
- remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis autre que favorable sur demande du bénéficiaire. Le non-respect de ces mesures pourra entraîner la résiliation du marché sans préavis et sans indemnités. Tout changement, même temporaire, de ces personnels est immédiatement porté à la connaissance du bénéficiaire ;
- remettre au responsable de l'emprise militaire, sur sa demande, la liste des véhicules du titulaire comportant la marque et l'immatriculation. En outre, le titulaire s'engage à aviser immédiatement le bénéficiaire de tout acte de sabotage ou de malveillance commis sur le véhicule de déneigement. Le titulaire est tenu de se conformer à l'obligation de discrétion prévue à l'article 5 du CCAG/FCS.

ARTICLE 13 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

13.01 - Contenu des prix

Le présent marché est un marché à prix mixtes :

- à prix unitaires pour les opérations de déneigement ;
- à prix forfaitaires pour les prestations de prise en main, préparation, entretien et remisage du véhicule de déneigement.

Le titulaire a la charge des prestations telles qu'elles sont définies dans les clauses du présent document.

NOTA : les factures sont à établir globalement en faisant ressortir le détail des prestations telles que définies dans le bordereau de prix.

13.02 - Prix de règlement

Les prix unitaires en EURO doivent être établis hors taxes, en chiffres et ne doivent pas comporter plus de deux décimales. Ils sont portés sur l'annexe 1 à l'AE-CCP (bordereau de prix) et sont réputés établis à la date limite de réception des offres (DLRO).

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et le taux des autres taxes éventuelles doivent être indiqués sur le bordereau de prix.

13.03 - Evolution des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0, correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont révisés par l'application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,3 + 0,7 [0,6 \times (ICHT/ICHT_0) + 0,2 \times (EBIQ/EBIQ_0) + 0,2 \times (FD/FD_0)])$$

Les valeurs des différents indices sont publiées sur le site www.indices.insee.fr et correspondent:

- pour la valeur initiale : indice définitif, au mois de la date limite de réception des offres ;
- pour la valeur finale : au dernier indice définitif paru, relevé au premier jour de la période de révision considérée.

Les différents paramètres de la formule sont définis ci-dessous :

- P = prix révisé hors taxes ;
- P₀ = prix initial hors taxes ;
- ICHTM₀ = valeur initiale ;
- ICHT = valeur finale ;
- EBIQM₀ = valeur initiale ;
- EBIQ = valeur finale ;
- FD₀ = valeur initiale ;
- FD = valeur finale.

La valeur ICHT représente l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Secteur : activités spécialisées, scientifiques et techniques – Identifiant 001565195.

La valeur EBIQ représente l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements – Identifiant 0107644358 ;

La valeur FD représente l'indice de l'index divers de la construction - FD - Poste Frais divers des index bâtiment et travaux publics - Identifiant 001711011.

En cas de révision intervenant entre le moment de la commande et l'exécution, l'élément à prendre en considération pour déterminer les prix applicables est la date d'émission du bon de commande.

Clause de sauvegarde :

Lorsque l'application des révisions entraîne une augmentation des prix de plus de 5 % par rapport à l'année précédente, le PA pourra résilier le marché sans indemnité.

Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisés par application de la formule décrite ci-dessus, aux dates de chaque reconduction.

NB : cet article déroge à l'article 10.2.2 du CCAG / FCS.

ARTICLE 14 – PAIEMENT

14.01 - Établissement de la facture

Les factures afférentes au paiement sont établies mensuellement.

14.01.01 Mentions à faire figurer sur les factures

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires prévues à l'article D.2392-2 et suivants du code de la commande publique et notamment :

- le nom, l'adresse, la raison sociale et le numéro SIRET (à défaut SIREN) du créancier ;
- le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044
- le numéro d'identification et la date de la facture ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du marché (numéro EJ comportant 10 chiffres) ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du bon de commande (numéro EJ comportant 10 chiffres) ;
- la période de facturation, le service bénéficiaire et les prestations réalisées ;
- Impérativement, le code du service exécutant à faire apparaître sur chaque facture pour permettre son traitement est le **D0410U4057** (à dix caractères) ;

L'absence des mentions précitées justifiera le renvoi des factures afin de les compléter. Dans ces conditions, le délai global de paiement réglementaire de 30 jours calendaires ne pourra pas être déclenché.

14.01.02 Transmission des factures

Dans le cadre de ce marché, le titulaire adresse mensuellement la facture selon les modalités suivantes :

Le titulaire du marché enverra ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PORTAIL PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) exclusivement (hors documents classifiés).

Il est rappelé que conformément aux articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020, y compris les associations, et les particuliers.

Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures se trouvent sur le site communauté

CHORUS PRO (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>) dédié à la préparation à la facturation électronique et dans l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La PFC EST pourra proposer en cas de besoin une assistance au démarrage, pour aider à l'établissement d'une facturation dématérialisée :

point de contact courriel : pfc-est-assistance-facturation.resp.fct@intradef.gouv.fr, en indiquant dans l'objet du message : passage à la dématérialisation des factures.

Le titulaire a également la possibilité de dialoguer sur le site Chorus Pro, via l'assistante virtuelle Claudia.

14.02 – Modalités financières

14.02.01 Compétence

En qualité d'ordonnateur secondaire, la PFC-E procède à la liquidation des factures et à leur demande de paiement auprès du **Directeur Départemental des Finances Publiques de la Moselle, 1, rue François de Curel BP 41 054, 57036 METZ Cedex**, qui effectue le paiement par virement au compte bancaire ou postal indiqué dans l'acte d'engagement.

Pour tous problèmes de paiement, il convient de s'adresser à la division finances de la PFC-E dont les coordonnées sont les suivantes :

Courriel : pfc-est-assistance-facturation.resp.fct@intradef.gouv.fr

14.02.02 Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date d'admission définitive de la prestation ou de la date de réception de la facture dans le système d'échange CHORUS si celle-ci est postérieure.

Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

14.02.03 Intérêts moratoires

En application des articles L. 2392-10 et suivants et R. 2392-10 du code de la commande publique, le défaut de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de huit (8) points au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant ainsi qu'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

14.02.04 Cession ou nantissement

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS, le certificat de cessibilité destiné au nantissement du marché sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

ARTICLE 15 – AVANCE ET ACOMPTE

15.01 - **Avance**

Sans objet.

15.02 - Acomptes

Sans objet.

ARTICLE 16 – PENALITE – LITIGE – REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit. Elles sont notifiées par la PFC EST au titulaire du marché par tout moyen permettant d'en accuser date certaine.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser par un tiers tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire ou d'appliquer des réfections. Les pénalités de retard sont précomptées sur le montant des factures à mandater ou, en cas de dépassement, par émission d'un titre de perception.

Le PA ou son représentant adresse au titulaire une lettre par tout moyen écrit permettant d'accuser date certaine l'informant du projet de pénalités. Le titulaire doit faire connaître ses observations dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du projet. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Suite aux observations ou en cas de silence du titulaire sur le projet de pénalités, le PA ou son représentant pourra prendre l'une des décisions suivantes :

- application définitive des pénalités ;
- exonération partielle ;
- exonération totale.

Une décision de pénalité peut regrouper plusieurs manquements constatés.

NB : cet article déroge à l'article 14 du CCAG/FCS

16.01 - Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci peut encourir sans mise en demeure préalable, une pénalité de 30,00 € (trente euros) par quart d'heure de retard dans les conditions suivantes :

Dépassement du délai d'intervention	Montant forfaitaire en € HT
De 15 mn à 30 mn	30,00
Entre 30 et 45 minutes	60,00
Entre 45 minutes et 1 heure	90,00
De 1 heure à 1 heure 15	120,00
De 1 heure 15 à 1 heure 30	150,00
De 1 heure 30 à 1 heure 45	180,00
De 1 heure 45 à 2 heures	210,00
De 2 heures à 2 heures 15	240,00
De 2 heures 15 à 2 heures 30	270,00
De 2 heures 30 à 2 heures 45	300,00
De 2 heures 45 à 3 heures	330,00

Pénalités par prestation non réalisée :

Au-delà de trois (3) heures de retard, la prestation sera considérée comme non réalisée, une pénalité d'un montant forfaitaire de six cents (600,00) € H.T. pourra être appliquée.

En cas de retards répétés, la résiliation du contrat pourra intervenir en fin d'hiver sans indemnité.

Exceptions

Ces pénalités ne s'appliquent pas dès lors que les conditions climatiques sont de nature exceptionnelle, c'est-à-dire qui se caractérisent par des phénomènes hivernaux dont l'intensité, la durée ou la nature même dépassent certains seuils ou rendent moins efficaces les moyens d'interventions :

<u>Occurrences</u>	<u>Critères et valeurs associés</u>
Intensité des chutes de neige	Moyenne horaire des chutes de neige calculée sur une période de 3h00 au moins égale à 5 cm.
Durée des chutes de neige	Chutes de neige non fondante continues ou intermittentes à intervalles inférieurs à 6h00, pendant une durée totale de 36 heures.
Chutes de neige et basse température	Température inférieure à -8°C pendant la chute ou immédiatement après.
Pluie verglaçante	Pluie provoquant une formation de verglas sur une zone de superficie importante.
Vent et congères	Accumulation de neige sur une épaisseur dépassant les capacités des moyens mis en place sur au moins une voie de chaussée et un linéaire cumulé significatif : 100 m pour 10 km de routes.

16.02 – Pénalité pour non-respect des mesures de sécurité

Tout manquement aux mesures de sécurité prévues à l'article 12 pourra donner lieu au paiement d'une pénalité d'un montant de trois cents euros (300 €) par manquement.

16.03 – Plafonnement et seuil d'exonération des pénalités

Les pénalités sont cumulatives et ne sont pas plafonnées. Le seuil d'application des pénalités est fixé à 90 euros.

NB : cet article déroge à l'article 14.1.3 du CCAG / FCS.

16.04 - Dispositif en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Après une mise en demeure de quinze (15) jours calendaires, une pénalité contractuelle forfaitaire de soixante euros (60) € sera appliquée au titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles D. 8222-5 du code du travail.

16.05 - Règlement des litiges

Toute contestation survenant entre le bénéficiaire et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses du marché, et, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision du Pouvoir Adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 46 du CCAG/FCS.

En dernier ressort, le tribunal administratif dont dépend le Pouvoir Adjudicateur est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'Administration au titulaire du marché.

16.06 - Redressement judiciaire-liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG/FCS, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de procédures collectives en cours de marché. La copie du jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire du marché à la personne publique. Il en va de même de tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

16.06.01 En cas de redressement judiciaire

La personne publique doit adresser une lettre de mise en demeure par tout moyen permettant d'en accuser date certaine à l'administrateur judiciaire pour se prononcer sur la poursuite de l'exécution du marché en cours (article L. 622-13 du Code de commerce).

En l'absence d'administrateur judiciaire, l'article R. 627-1 du code de commerce précise que cette mise en demeure doit être adressée au titulaire qui doit agir après avis conforme du mandataire judiciaire.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, **la résiliation du marché est prononcée**. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

16.06.02 En cas de liquidation judiciaire

Le pouvoir adjudicateur adresse une mise en demeure par tout moyen permettant d'en accuser date certaine au liquidateur de se prononcer sur la poursuite de l'exécution du marché.

Si le liquidateur confirme que l'entreprise n'est plus en mesure d'exécuter les prestations du marché ou en l'absence de réponse au bout d'un mois, le pouvoir adjudicateur est fondé à prononcer la résiliation de plein droit du marché sans indemnisation du titulaire (article L. 641-11-1 du Code de commerce).

16.07 - Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Il appartient au titulaire de fournir au pouvoir adjudicateur, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin du marché, les documents suivants :

- Les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (attestations datant de moins de six mois), en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail ;
- La liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

Une attestation doit obligatoirement être remplie même si aucun employé étranger n'est employé.

Afin de simplifier et sécuriser les démarches administratives du titulaire, l'Administration met gracieusement à disposition du titulaire une plateforme en ligne : www.e-attestations.com, qui permet de déposer gratuitement l'ensemble des documents administratifs précités.

Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour accéder à cette plateforme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour.

L'Administration n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

Si le titulaire rencontre le moindre problème dans le dépôt des documents sur la plateforme, il est invité à contacter directement le service support en ligne e-Attestations (rubrique Aide et Tutoriel, Contacter le service support).

Le pouvoir adjudicateur procédera à la résiliation du marché si le titulaire n'est pas en règle avec ces obligations. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

ARTICLE 17 – RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS ; le PA pourra appliquer, selon le cas, l'exécution par un tiers aux frais et risques du titulaire en cas de faute de ce dernier (article 45 du CCAG/FCS).

Par ailleurs si des faits ou des décisions non envisagés dans le marché devaient en rendre certaines dispositions inapplicables, le PA se réserve le droit de résilier le marché.

Enfin par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, le PA pourra résilier à tout moment et sans indemnité le marché pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 18 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

Les lois et règlements français sont seuls applicables au présent marché.

Tout document, correspondance ou facture relatif au présent marché doit être rédigé en français.

Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à des entreprises étrangères.

ARTICLE 19 - PROCEDURES DE RECOURS

19.01 - Litiges et contentieux

Toute contestation survenant entre le bénéficiaire et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses du marché, et, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision du Pouvoir Adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 46 du CCAG / FCS.

Règlement amiable des litiges :

En application de l'article R.2197-1 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut demander à ce que les litiges ou les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution du marché public, conformément à la réglementation, soient soumis à la médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable compétent a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable équitable.

Si le litige ou le différent persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

En dernier ressort, le tribunal administratif de Nancy est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'administration au titulaire du marché.

NB : cet article déroge à l'article 46 du CCAG/FCS.

19.02 - Instance compétente

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de NANCY

5, place de la Carrière

Case officielle 20038

54038 NANCY

Tél. : 03.83.17.43.43 - Fax : 03.83.17.43.50

E-mail: greffe.ta-nancy@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

19.03 - Introduction des recours

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel (article L.551-1 du Code de Justice Administrative (CJA)), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat ;
- Recours pour excès de pouvoir contre un acte détachable du contrat (articles R421-1 et suivants du CJA) dans un délai de deux (2) mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée. Avant la conclusion du contrat, seule la déclaration d'infructuosité ou sans suite peut faire l'objet d'un tel recours ;
- Référé contractuel (article L.551-13 du CJA) dans un délai de trente et un (31) jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou à défaut d'un tel avis, dans un délai de six (6) mois à compter de la conclusion du contrat) ;
- Recours en contestation de validité du contrat (recours de pleine juridiction prévu par la décision du Conseil d'Etat du 16 juillet 2007, société Tropic Travaux Signalisation, n°291545) par tout candidat évincé, assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion du marché ;
- Recours indemnitaire (article R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux (2) mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le cahier des clauses administratives générales applicable au marché est le CCAG/FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire – objet de la dérogation
2.02	3.3	Le pouvoir adjudicateur désigne fonctionnellement les personnes qu'il habilite à le représenter auprès du titulaire, dans certains domaines de l'exécution du marché.
5	4.1	L'offre financière du titulaire (bordereau(x) de prix) est annexée à l'acte d'engagement par ordre de priorité n° 1 dans la hiérarchie des documents contractuels.
8.02	30.1 et 30.3	Le déroulement des opérations de vérification est fixé à l'article décision après vérifications du CCP. Le montant des réfections est fixé en accord avec le titulaire au moyen de la fiche de fin d'intervention établie à l'issue des prestations objet du bon de commande.
13.03	10.2.2	En cas de révision intervenant entre le moment de la commande et l'exécution, l'élément à prendre en considération pour déterminer les prix applicables est la date d'émission du bon de commande.
14.02.04	4.2.2	Le certificat de cessibilité destiné au nantissement du marché est remis au titulaire sur sa demande expresse.
16	14	Les modalités de calcul des pénalités figurent au présent CCP.
16.01	14.1.1	Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité. Le montant des pénalités est fixé aux articles 16.01
16.03	14.1.3	Les pénalités sont applicables dès 90 euros.
16.06	39.2	Les dispositions de l'article 16.06 sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire en cours de marché.
17	38	Le PA pourra résilier à tout moment et sans indemnité le marché pour motif d'intérêt général.
19.01	46	Les modalités de règlement des différends figurent à l'article 19.01 « litiges et contentieux »

DISPOSITIONS TECHNIQUES

ARTICLE 21 - MOYENS MIS A DISPOSITION

Pour l'exécution du présent marché, le Ministère des Armées met à la disposition du titulaire le véhicule de déneigement de type « HYDROCRABE » de chez THOMAS Constructeur de 420 CV, équipé d'une turbo fraise d'une largeur de 2,40 m, quatre roues motrices et directrices avec marche en crabe. Afin de compléter cet équipement, le titulaire devra fournir une lame de dégagement adaptable sur le véhicule précité.

Ce véhicule est stationné dans le hangar de l'enceinte militaire du Thillot (88), dit « point bas ». La distance entre le point bas et le début du circuit de déneigement est d'environ trois (3) kilomètres.

Exceptionnellement, en cas d'immobilisation de l'HYDROCRABE, un véhicule de dépannage est à disposition.

Les clauses du présent marché s'appliqueront en cas d'utilisation du véhicule de remplacement mis à disposition par le ministère des armées.

ARTICLE 22 - PRESTATIONS A REALISER

22.01 - Prise en main du véhicule de déneigement

Avant l'exécution des prestations, une prise en main du véhicule de déneigement sera à effectuer dans le cadre de ce marché par le titulaire. Le personnel devra attester d'une formation à la conduite par le biais de tout organisme indépendant ayant des compétences sur ce type de véhicule.

22.02 - Préparation du véhicule de déneigement

Cette prestation est à réaliser au début de chaque saison hivernale et comprend toutes les vérifications pour le bon fonctionnement du véhicule, les contrôles de niveaux avec ajout si nécessaire, pose et dépose des chaînes, mise à disposition par le MINARM, si besoin.

22.03 - Opérations de déneigement

La prestation comprend les opérations de déneigement par le chauffeur et son accompagnateur, selon le circuit de déneigement et les horaires demandés.

L'accompagnateur enlèvera les obstacles éventuels sur la chaussée (arbres...).

Les voies de circulation devront être déneigées sur une largeur définie à l'annexe 1 à l'AE-CCP.

22.04 - Entretien courant

Cette prestation est à réaliser au cours de chaque saison hivernale et comprend tous les frais de fonctionnement et d'entretien courant du véhicule de déneigement : nettoyage, lavage, remplissage du réservoir de carburant (stocké dans une cuve gérée par le MINARM située dans l'enceinte militaire du Thillot, dit « point bas »), contrôles des niveaux, graissages... y compris appoints si nécessaire. A cette fin, la notice technique du véhicule sera transmise au prestataire dès la prise en compte du véhicule.

22.05 - Maintenance du véhicule de déneigement

Les visites périodiques sont à la charge du GSC.

Le titulaire se rapprochera du GSC en cas de panne ou d'incident susceptible de provoquer une panne. La maintenance corrective sera à la charge du GSC dans le cas où le titulaire n'est pas à l'origine du dommage. Si le titulaire est à l'origine du dommage occasionnant la maintenance corrective, le coût des réparations sera à la charge du titulaire.

Durant cette immobilisation, le titulaire continuera à exécuter sa prestation avec les moyens de remplacement mis à disposition, à savoir une ancienne déneigeuse de marque Hydrocrabe utilisée auparavant par la base aérienne de Luxeuil. Ce matériel de remplacement devra faire l'objet d'une prise en main par le titulaire en début de prestation.

22.06 - Remisage du véhicule de déneigement

Après chaque fin de saison hivernale, le titulaire devra procéder au remisage du véhicule. Cette prestation comprend l'entretien (nettoyage, lavage, graissage, carburant, contrôle des niveaux...) et le stockage dans le hangar situé au Thillot.

ARTICLE 23 – Protection de l'environnement

Le site du Fort de Servance est enclavé dans une zone « NATURA 2000 ».

23.01 – Gestion des déchets

Le titulaire s'engage à éliminer les déchets générés par son activité conformément à la réglementation en vigueur.

23.02 – Prestations relatives au déneigement

Le raclage peut perturber la structure du sol goudronné, en brisant les agrégats et en compactant la couche inférieure. Cela peut entraîner une diminution de la porosité du sol et une réduction de la capacité de rétention d'eau, ce qui peut également contribuer à l'érosion des sols.

La durée et l'intensité du raclage seront limités au strict nécessaire jusqu'à l'obtention du résultat attendu.

ARTICLE 24 - REMISE DU VEHICULE DE DENEIGEMENT EN FIN DE MARCHE

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché le véhicule de déneigement en état normal d'entretien et de fonctionnement.

ARTICLE 25 – ANNEXES

1. Annexe 1 : bordereau de prix
2. Annexe 2 : cadre réponse
3. Annexe 3 : attestation de sécurité
4. Annexe 4 : liste des zones concernées
5. Annexe 5 : compte-rendu saisonnier (CRS)
6. Annexe 6 : fiche d'évaluation de fin d'intervention

ACCEPTATION DES PARTIES

ARTICLE 26 – SIGNATURE DU CANDIDAT

Après avoir pris connaissance des clauses du présent marché et des documents qui y sont mentionnés, et s'être engagé conformément aux dispositions complétées par lui à l'article 1 et sur le bordereau de prix, **le candidat valide son engagement en signant et datant obligatoirement ci-dessous :**

NOM, PRENOM ET QUALITE DU SIGNATAIRE (*)	LIEU ET DATE DE SIGNATURE	SIGNATURE

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

ARTICLE 27 – SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée pour les prix indiqués dans le bordereau de prix.

Pour l'Etat et ses établissements :

A :, le

Signature
*(représentant du pouvoir adjudicateur habilité à signer le marché
public ou l'accord-cadre)*

ARTICLE 28 – NOTIFICATION

A.....(1)
Signature